

Lazitch, Branko (avec le concours de Pierre Rigoulot). *Angola 1974-1988 : Un échec du communiste en Afrique*. Paris, Est et Ouest, 198, 109 p.

Andrée Roberge

Volume 20, numéro 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702563ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702563ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roberge, A. (1989). Compte rendu de [Lazitch, Branko (avec le concours de Pierre Rigoulot). *Angola 1974-1988 : Un échec du communiste en Afrique*. Paris, Est et Ouest, 198, 109 p.] *Études internationales*, 20(3), 746–747.
<https://doi.org/10.7202/702563ar>

contre le monde. Néanmoins, comme nous le diraient des enfants d'école soviétiques et sud-africains, l'histoire demeure entre les mains des puissants, son utilisation – ou son abus – devant être déterminée à un autre moment dans le temps.

Dans cette optique, alors, en dépit des défauts de *South Africa*, une « utilisation convenable » de cet ouvrage de Davenport lui réserve une place bien en vue dans les bibliothèques africanistes, africaines et tout particulièrement sud-africaines, aux côtés de ses première et deuxième éditions: *a luta continua*.

Larry A. SWATUK

Dalhousie University, Halifax, Canada

LAZITCH, Branko (avec le concours de Pierre Rigoulot). *Angola 1974-1988: Un échec du communisme en Afrique*. Paris, Est et Ouest, 1988, 109 p.

Cette plaquette repose sur une ambitieuse intention en dépit de ses très modestes dimensions. Rien de moins que le procès et la condamnation du gouvernement communiste angolais. Cet ouvrage est consacré au thème de l'exportation de la révolution marxiste-léniniste grâce à l'aide « internationaliste », cette bonne action inscrite au coeur même du programme communiste.

Au moment de l'accord sur l'indépendance de l'Angola, en janvier 1975, les dirigeants des trois mouvements nationalistes Agostinho Neto du MPLA, Roberto Holden du FLNA et Jonas Savimbi de l'UNITA apposent leur signature au document. Ils se partageront, brièvement, les charges du pouvoir, le parti d'Agostinho Neto se réservant les portefeuilles ministériels stratégiques. Ces mouvements de libération luttaient depuis de nombreuses années, avec, pour certains, le soutien et la formation du

P.C. portugais. En effet, le Portugal résista plus que de raison à la vague de libération colonialiste.

L'accès au pouvoir ne met nullement fin aux luttes, aux complots, aux exécutions de dissidents et autres tiraillements entre les représentants des trois factions dirigeantes. Selon la stratégie communiste consacrée, après avoir bénéficié des efforts des autres mouvements nationalistes dans la mise en échec du Portugal, le Mouvement Pour la Libération de l'Angola (MPLA), d'allégeance marxiste, procède à l'élimination des forces centristes. Pour ce faire, il accepte l'aide internationaliste (combattants, armement et conseil technique) en provenance de l'URSS, de Cuba et de l'Allemagne de l'Est. Du coup, le MPLA se voit forcé d'annoncer ses couleurs et s'institue Parti communiste angolais en 1977. Dorénavant, le gouvernement aligne son discours et sa politique étrangère sur ceux de l'URSS.

Selon B. Lazitch, cet alignement serait la cause profonde de la guerre civile (qui s'éternise depuis l'indépendance), du profond marasme économique du pays, du déplacement des populations et d'une natalité et morbidité infantiles accrues. En réalité, l'Angola serait le théâtre et la victime d'un triple affrontement entre 1) communistes et anticommunistes angolais, 2) Cubains et Sud-Africains et 3) Soviétiques et Américains. Toutefois, la presse occidentale aurait erré dans son analyse en souscrivant à la version du gouvernement en place. La lutte intestine et la délabrement socio-économique observé en Angola seraient le fruit de l'interventionnisme sud-africain d'après le parti unique au pouvoir.

Or, nous apprend l'auteur, expliquer la présence militaire cubaine en Angola par une nécessaire riposte à l'invasion sud-africaine relèverait de la « fabrication d'analogies artificielles » (p. 40). Les Cubains participent au maintien d'un régime com-

muniste dont le peuple angolais ne voudrait plus, alors que les Sud-Africains n'entendent pas exporter en Angola, le régime d'apartheid qui est le leur.

Que les impérialismes de gauche comme de droite se vaillent? Soit! Qu'il faille les dénoncer, preuves à l'appui? Mieux encore. Mais voir dans ce collage d'extraits de journaux et de détails autre chose qu'un document de propagande ou un recueil d'informations susceptibles d'illustrer ensuite un ouvrage d'envergure, serait difficile. D'où notre étonnement à la lecture de la préface de Jean-François Revel qui qualifie ce récit de « remarquable mise au point historique et [de] lumineuse synthèse interprétative » (p. 12). L'Angola n'est qu'un des multiples pays africains à avoir recherché et payé très cher son indépendance, et cela sans égard à l'option socialiste ou capitaliste retenue.

Andrée ROBERGE

Département de sociologie et d'anthropologie
Université Laurentienne, Sudbury, Canada

LOPES, Carlos et RUDEBECK, Lars, *The Socialist Ideal in Africa, A debate*. Uppsala (Sweden). Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Research Report », no. 81, 1988, 30p.

Est-il possible de construire le socialisme sur la base du sous-développement hérité du colonialisme? Le capitalisme ne serait-il pas plus efficace pour résoudre les problèmes issus d'une telle situation? Telles sont les premières questions que soulève Carlos Lopes, un sociologue de la Guinée-Bissau, directeur de l'*Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa* de Bissau.

En fait, l'auteur utilise la forme interrogative tout au long des quelques douze pages de ce rapport publié par un organisme suédois dédié, entre autres choses, à l'encouragement et au soutien de travaux

de recherche sur l'Afrique. Ainsi, les enseignements de l'histoire de la Chine contemporaine ne suffisent pas pour éviter un questionnement sur les possibilités de la construction du socialisme avant « la réalisation des tâches historiques » du capitalisme. Il s'interroge (après beaucoup d'autres) sur les possibilités de sauter des étapes, comme l'ont voulu plusieurs leaders africains afin de ne pas attendre le développement des forces productives. Si les questions ne manquent pas, par ailleurs, le lecteur reçoit un début de réponse dès l'introduction, où il peut lire que les faits observés consacrent la fin d'un grand mythe: la possibilité d'une édification rapide du socialisme.

Pour étayer sa thèse, l'auteur s'inspire de l'étude de quelques mouvements de libération dont les luttes ont favorisé l'accession au pouvoir dans les années soixante-dix. Il s'agit du *Partido Africano para a Independencia da Guine Cabo Verde* (PAIGG), le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA), le *Zimbabwe African Nationalist Union* (ZAMU-PF) et finalement, le *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO). Avec un certain recul, l'auteur reconnaît que l'avènement au pouvoir de ces forces de libération fut accompagné de conditions difficiles. Aux facteurs endogènes se sont ajoutés l'élection du président Reagan, la récession de l'économie mondiale, la chute drastique du prix des matières premières, la croissance spectaculaire de l'endettement public et une mauvaise perception du rôle éventuel de l'Afrique du Sud. Abstraction faite d'éléments exogènes, l'auteur ne cache pas son scepticisme sur les chances de succès d'un « socialisme africain » qui, selon une de ses sources de références (nombreuses pour un court texte) serait un mélange de composantes empruntées au marxisme utopique (sic), au pré-marxisme(?) et même à des concepts anti-marxistes. En conséquence, l'étiquette « socialisme » servirait davantage pour af-